

## RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL INTÉGRATION RÉGIONALE ET TRANSPORT

### INTRODUCTION

Dans le cadre des réunions préparatoires des Assemblées annuelles du SSATP à Maseru, le groupe de travail « INTÉGRATION RÉGIONALE ET TRANSPORT », s'est réuni le samedi 28 et 29 octobre 2006 au Convention Center.

Le Président sortant, Mr Amos Marawa, a souhaité la bienvenue aux délégués, et a remercié les membres du CCT CER pour le soutien qu'ils lui ont apporté au cours des deux années de son mandat. Il a ensuite passé la main à la Présidente entrante, Mme Héléne Guissou, qui a été élue au cours de la réunion intermédiaire du CCT CER en juin 2006 à Nairobi, Kenya, tout en promettant de continuer à accorder son soutien à la nouvelle Présidente et au Comité.

La Présidente entrante, Mme Héléne Guissou, dans son allocution de prise de fonction, a remercié le Président sortant pour avoir dirigé les travaux du Comité au cours des deux dernières années. Elle a également remercié les membres du Comité pour l'avoir élue à la Présidence. Elle a par ailleurs promis de faire tout son possible pour assurer le succès des travaux du Comité avec le soutien de tous. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Présentation des résultats de l'évaluation à mi-parcours du Plan de Développement à Long Terme des (PDLT) du SSATP, au niveau régional ;
2. Présentation des activités mises en œuvre par les CERs, les OSRs ou les Comité de Coordination des Corridors suivants :
  - UEMOA-CEDEAO ;
  - COMESA, SADC ;
  - NCTTCA
  - CEMAC – CEEAC
  - Beit Bridge
  - Déclaration de Bamako.

La coordination de la réunion a été assurée par Mr Tesfamichael Nashunay, SSATP, et l'animation assurée par Mr N'Guessan N'Guessan. Ont participé à la réunion des représentants de l'Union Africaine, des CERs, des OSRs, et de la CEA. La liste des participants est jointe en annexe.

## DÉROULEMENT DES TRAVAUX.

Sur la base des points inscrits à l'ordre du jour, les travaux se sont déroulés comme suit :

### **1. Présentation des résultats de l'évaluation à mi-parcours du PDLT au niveau régional :**

Dans sa présentation intitulée «**Evaluation à Mi-Parcours du Plan de Développement à Long Terme du SSATP : Réalisations et Défis au niveau régional**», le consultant, Mr Sadoc Zerelli, a rappelé le cadre logique du PDLT, les objectifs de l'évaluation et les valeurs ajoutées attendues par les Communautés Economiques Régionales (CER) et Organisation Sous Régionales (OSR) de la mise en œuvre du PDLT. Il a par la suite présenté une synthèse des résultats contenus dans le rapport final, axée sur les progrès réalisés au niveau de chacun des cinq résultats attendus du PDLT, à savoir :

- **Résultat 1** : Mise en œuvre de l'approche intégrée du SSATP au niveau régional ;
- **Résultat 2** : Cohérence entre les politiques/stratégies de transport et les stratégies de réduction de la pauvreté et de croissance économique ;
- **Résultat 3** : Progrès réalisés dans le financement des routes et la gestion des services de transport ;
- **Résultat 4** : Progrès en matière de transport et de commerce ;
- **Résultat 5** : Arrangements pour accroître la gestion du programme en Afrique ;
- **Questions transversales** : lutte contre le VIH/SIDA, la sécurité routière et le genre ;
- **Conclusion et recommandations** pour améliorer la mise en œuvre du PDLT.

L'évaluation des progrès réalisés a été effectuée sur la base des critères d'évaluation et des indicateurs régionaux pour chacun des résultats attendus du PDLT définis lors de l'atelier méthodologique organisé en marge de la réunion du Comité de Coordination des Transports des CER (CCT- CER) tenue au mois de Juillet 2006 à Nairobi.

Dans son exposé, le consultant a mis en lumière plusieurs réalisations du PDLT au niveau régional qui montrent que le programme du SSATP a eu une influence majeure dans le changement des attitudes concernant le rôle du transport comme vecteur de réduction de la pauvreté. Il a également contribué significativement à la mise en place des mécanismes de facilitation du commerce et de gestion des corridors de transport et à la dissémination des bonnes pratiques.

Malgré une appréciation qui est globalement positive du rôle et de l'impact des activités du SSATP sur l'intégration régionale et la facilitation des transports et du commerce régionaux, plusieurs recommandations ont été effectuées, notamment pour renforcer davantage les capacités des CER et les appuyer dans la mise en œuvre de leurs programmes, élargir le champ d'intervention du SSATP à d'autres domaines que les transports routiers (en particulier la

navigation fluviale et le transport maritime) et agir comme catalyseur pour identifier de nouvelles sources de financement des projets de transport.

## **2. Présentation des activités mises en œuvre par les CER:**

L'UEMOA/CEDEAO, COMESA/SADC et les représentants du NCTTCA et de WBCG ont fait des présentations détaillées sur l'état d'avancement de leurs activités.

Ces communications sont résumées comme suit :

### **UEMOA/ CEDEAO:**

#### **a) Facilitation et simplification des procédures :**

- Des textes communautaires de facilitation des transports et transit routiers inter-Etats ont été adoptés, qui concernent :
  1. La réduction des contrôles sur les axes routière inter-Etats
  2. Le contrôle de la charge à l'essieu
- Une réforme du mécanisme de garantie des opérations de transit routier est en cours ; le principe de l'ouverture des cautions au secteur privé a été adopté
- Six comités nationaux de facilitation des transports ont été mis en place.
- Un comité de suivi de la levée des barrières non tarifaires a été mis en place au niveau régional.

#### **b) Observatoire des Pratiques Anormales**

- La relance des activités de l'OPA sont en cours sur le corridor : points focaux identifiés, logiciel créé, formation des chauffeurs réalisée.

#### **c) Gestions des Corridors**

- L'étude relative à la mise en place des comités de gestion des corridors est prévue en 2007.

#### **d) Postes de Contrôle Juxtaposés**

- Le projet pilote de Cinkansé est en cours de finalisation et le financement acquis pour les postes de Paga (frontière Ghana/Burkina) d'Heremakono (frontière Mali/Burkina) et de Mousalé (frontière Sénégal/Mali).

## ABIDJAN LAGOS

Le représentant du Corridor Abidjan Lagos a informé les membres du Comité des progrès suivants :

- L'observatoire est opérationnel, et quatre rapports ont été produits ;
- La dissémination des résultats est organisée de manière graduelle, avec l'organisation d'ateliers :
  - Au niveau périphérique (frontières), avec quatre ateliers de dissémination pour les Comités de Facilitation Inter Frontaliers, tenus en mai 2006 ;
  - Au niveau national, avec des ateliers pour les Comités Nationaux de Facilitation des Transports et Transit Routier, en septembre 2006 ;
  - Au niveau régional en association avec CEDEAO pour les Directeur Généraux (des Douanes, de la Police, de l'Immigration, des Transports) et les médias des cinq pays du Corridor, avec la participation de l'UEMOA, du « West Africa Trade Hub (WATH) », du SSATP et de la Banque Mondiale.

## CEMAC

Le représentant de la CEMAC a informé les participants de la réunion que :

- Les amendements à la Décision créant l'Autorité de Coordination des Corridors Douala Bangui et Douala Ndjamenas étaient en cours ;
- Une étude sur la mise en œuvre du TIPAC (Transit Inter-Etats des Pays de l'Afrique Centrale) a été finalisée en Septembre 2006
- Un atelier sur les interfaces intermodales a été tenu en Octobre 2006

## CORRIDOR NORD

- Finalisation de la première phase de l'observatoire des transports par la dissémination du rapport sur les barrières non physiques le long du Corridor Nord. Les leçons tirées de cette expérience ont été partagées avec les autres CER/OSR au cours d'un atelier tenu à Entebbe du 22 au 23 Mars 2006.
- Faisant suite à la première phase de l'observatoire qui a identifié les délais et les causes de délai le long du Corridor, la seconde phase de l'observatoire incluant les autres modes de transport a bénéficié de l'assistance technique du SSATP. Cette assistance permettra au Corridor Nord de mettre en place un système durable de collecte, d'analyse et de dissémination des indicateurs du Corridor.
- La révision de l'Accord de Transit du Corridor Nord est en cours de finalisation. Après la dernière réunion des experts juristes tenue à Kigali du 29 au 31 Mai 2006, de nouveaux amendements ont été faits par le consultant juridique. Le traité amendé sera soumis pour adoption au Conseil des Ministres avant la fin de l'année 2006.

- Une assistance technique dans la coordination de cette activité est actuellement en cours. En plus de la toilette juridique du texte, le consultant préparera également un calendrier des étapes devant faciliter le processus de ratification du traité par les Etats membres.

### **CICOS : Corridors Pointe Noire Brazzaville Bangui et Matadi Kinshasa Bangui Kisangani**

La CICOS a organisé un atelier sur les barrières non-physiques à Bangui, du 24 au 26 octobre 2006, qui a porté sur :

- L'identification des partenaires clés
- L'adoption des composantes du Plan d'Action, qui comprennent notamment :
  - La simplification des procédures administratives et douanières
  - La suppression des barrières non physiques, notamment en tirant parti de l'expérience de IRM, une ONG qui a lutté avec succès contre les barrières non-physiques sur le bassin du Congo
  - La mise en œuvre de l'Observatoire des Transports
  - L'amélioration des infrastructures, des services de transport et de la sécurité de la navigation

### **BEIT BRIDGE**

Le représentant du FESARTA a donné une présentation sur la méthodologie et les résultats du projet qui a été mené à bien à Beit Bridge, entre l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

Une information détaillée a été rassemblée sur les raisons pour les retards, le temps pris par les véhicules pour traverser la frontière, les causes des retards, les heures de pointe de passage à la frontière ouverte 24 heures sur 24.

Le projet a été répliqué à Chirundu, entre le Zimbabwe et la Zambie. Il est recommandé que les activités du projet soit intégrées dans le programme proposé du Corridor Observatoire de Gestion Nord-Sud.

Il est aussi recommandé que les différents types d'observatoires dans la région soient interconnectés pour obtenir les meilleurs résultats.

La diffusion de l'information à travers plusieurs media est essentielle.

Le rapport final du projet a été soumis au SSATP par la FESARTA.

## **COMESA ET SADC**

COMESA a fait une présentation conjointe sur les activités qui ont été entreprises dans les régions de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest englobant les Communautés Economiques Régionales suivantes (RECs) : COMESA, EAC, IGAD et SADC.

Le rapport a donné une mise à jour des progrès achevés et des défis rencontrés dans la mise en œuvre du plan de travail de 2006 et ceux-ci sont consignés dans le Tableau Consolidant l'état de mise en œuvre du programme.

Le rapport soulignait le processus de passation de marchés/procédures et coordination de la gestion comme étant les défis principaux qui ralentissent la mise en œuvre du plan de travail.

## **LE CORRIDOR CENTRAL**

L'accord relatif à la mise en place d'un Groupe de Gestion des Corridors connu sous le nom de Central Corridor Transit Transport Facilitation Agency (CCTTFA) a été signé le 2 septembre 2006 par les Gouvernements du Burundi, de la RD du Congo, du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda.

Le siège de la CCTTFA se trouvera à Dar es Salaam.

Le gouvernement tanzanien a été invité par les autres États membres à mettre en place un bureau intérimaire qui sera tenu de fonctionner pour une durée d'un an.

La Banque Africaine de Développement a accepté de financer la gestion du bureau pendant les trois (3) premières années de son opération avec un subside de 1,8 millions de dollars US.

Il est prévu qu'entre autres activités deux études, une Enquête de base et une Étude de durabilité, seront lancées pendant la période intérimaire

## **WBCG**

Le WBCG a présenté ses plans de développement stratégiques et d'investissement, a informé les participants qu'un Bureau pour l'Initiative et le Développement Stratégique avait été établi, et qu'un premier Plan d'Investissement et de Développement du Corridor avait été réalisé. L'objectif de ce Bureau est de développer une méthodologie pour accélérer la préparation des projets et la mobilisation des fonds.

WBCG a en outre été choisi par la CNUCED comme l'un des trois corridors pilotes dans le monde pour le développement d'une approche par groupement ('cluster') de la facilitation. Pour l'instant, il y a un groupement en Namibie et un en Zambie, pour identifier les problèmes

concrets et pratiques sur le corridor, et travailler en collaboration avec les agences gouvernementales concernées pour les solutionner. WBCG a soumis une proposition au SSATP pour développer un Schéma directeur qui intégrerait les besoins en investissement des corridors régionaux aux besoins nationaux.

### **LA DÉCLARATION DE BAMAKO**

Concernant la déclaration de Bamako, il a été constaté qu'un mécanisme de suivi de la mise en œuvre n'a pas été mis en place par le SSATP. Un tel mécanisme permettrait aux CERs de recueillir de l'information sur le niveau de mise en œuvre de la Déclaration par les Etats-membres.

### **PRISE EN COMPTE DES ASPECTS SOCIAUX**

Pour prendre en compte les résultats des travaux du Réseau «Femmes et Transports», les RECs ont souligné la nécessité d'intégrer dans tous les programmes les considérations du genre et celle de la lutte contre la propagation du VIH/SIDA.

### **CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

Les débats sur les différentes présentations ont abouti aux conclusions et recommandations suivantes:

1. L'évaluation à mi-parcours du PDLT a montré de manière globale que les CER ont bénéficié d'un soutien du SSATP pour la mise en œuvre des différentes activités du programme, notamment par une assistance technique, la diffusion des bonnes pratiques et le financement de certaines composantes.
2. Un besoin de renforcement de la coordination du programme a été ressenti ainsi que la nécessité d'établir des liens entre les Etats, les coordonnateurs nationaux, régionaux, les CER et le SSATP.
3. Les aspects sociaux et notamment les considérations de genre et la réduction de la propagation du VIH SIDA doivent être davantage pris en compte dès la conception initiale des projets
4. Une faiblesse notoire a été relevée en ce qui concerne la lenteur des procédures d'acquisition de biens et services, se traduisant par de longs retards dans la mise en œuvre et la gestion du Plan d'Action (par exemple l'attribution des contrats et les dépenses)

Compte tenu de ce qui précède, les CERs recommandent :

- La poursuite de la mise en œuvre PDLT au cours de l'exercice 2007
- Un renforcement des liens de coordination entre les Etats, les CER et le SSATP
- Un appui à la prise en compte des aspects sociaux (genre et VIH SIDA)
- Une simplification des procédures d'acquisition des biens et services
- Une mobilisation accrue des ressources pour une mise en œuvre complète de toutes les composantes du programme par les REC
- Les RECs recommandent qu'un mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la déclaration de Bamako soit institué au niveau de chaque REC, en vue de l'intégration dans les législations nationales des Traités relatifs aux corridors régionaux et les conventions internationales visant l'élimination de l'ensemble des barrières non physiques.